



En savoir plus : www.alexa.com/siteinfo/Infodsi.com

Extraction : 16/04/2012 18:39:26
 Catégorie : Informatique & Internet
 Fichier : piwi-9-12-156703-20120416-315562955.pdf
 Audience :

<http://www.infodsi.com/articles/131290/10-defis-numeriques-attendent-futur-president.html>

Les 10 défis numériques qui attendent le futur président

La France est reconnue pour la qualité de ses mathématiciens et de ses informaticiens.

Une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs se lance avec enthousiasme dans la création de start-up.

Mais de nombreux freins pénalisent ces initiatives que le nouveau président de la République devra s'employer à lever.

Le point sur les blocages essentiels qui empêchent le pays de devenir une grande puissance du numérique.

Une analyse de Philippe Richard et Loïc Rivière publiée dans Les Cahiers du Numérique

1) Rapprocher universités et entreprises Ces deux univers ont été éloignés, voire opposés d'un point de vue « culturel ».

Mais si le changement prend du temps, les mentalités sont en train d'évoluer.

Pour Gilles Babinet, président du Conseil national du numérique, « il faut créer des filières d'échanges fortes entre les écoles, la recherche et les start-up, sur le modèle anglo-saxon ; imaginer des grands plans de collaboration pour favoriser le dialogue entre les différents acteurs de l'innovation ».

La Fondation Rennes 1 est un bon exemple des initiatives qu'il faudrait multiplier pour rapprocher ces deux univers.

Article publié sur le site [Infodsi.com](http://infodsi.com)



En savoir plus : www.alexa.com/siteinfo/Infodsi.com

Extraction : 16/04/2012 18:39:26
Catégorie : Informatique & Internet
Fichier
 piwi-9-12-156703-20120416-315562955.pdf
Audience :

<http://www.infodsi.com/articles/131290/10-defis-numeriques-attendent-futur-president.html>

« Notre fondation, créée en 2010, compte 50 entreprises.

Pour la plupart d'entre elles, il s'agit de leur première action de mécénat.

Cette fondation est un lieu de rencontre privilégié et d'actions concrètes pour les étudiants et les chercheurs », précise Sophie Langouët-Prigent, vice-présidente de la fondation.

2) Difuser la culture de l'entrepreneuriat La France se distingue comme étant le pays du G20 le moins enclin à favoriser la culture entrepreneuriale, selon le baromètre international de l'entrepreneuriat d'Ernst & Young (octobre 2011).

Pourtant, de plus en plus d'établissements scolaires sensibilisent les élèves à cette culture.

Mais, pour Patrick Bertrand, président de l'Afdel, « les étudiants demeurent encore trop souvent attirés par les grands groupes.

C'est pourquoi nous proposons qu'un stage en PME de croissance, notamment du numérique, soit obligatoire dans les cursus supérieurs d'économie et d'ingénieurs ».

3) Financer les start-up Outre les fonds régionaux, les créateurs d'entreprise peuvent faire appel à Oseo ou au Fonds stratégique d'investissement (FSI).

L'initiative du grand emprunt n'a pas rencontré le succès escompté pour le numérique, et ses fonds ont été transférés à la future Banque de l'industrie.

Les fonds d'amorçage restent également insuffisants, notamment si on les compare aux ressources auxquelles ont accès les entrepreneurs de la Silicon Valley.

L'initiative de la Caisse des dépôts de proposer un nouveau fonds d'amorçage, IT-Translation (doté de 18 millions d'euros), est à saluer.

L'Afdel souhaite un soutien accru aux FCPI, tandis que le comité Richelieu (Association française des PME innovantes) propose la création d'un dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour les particuliers qui investissent dans le capital d'entreprises innovantes, avec un plafond annuel de 500 000 euros (soit dix fois plus que dans le dispositif Madelin dont il est inspiré).

4) Faire émerger des champions du numérique Le numérique est devenu un secteur essentiel pour l'économie de la France.

Mais nos champions, capables d'exporter notre technologie, sont rares.

À l'exception notable de Dassault Systèmes, la plupart de nos exportateurs se trouvent dans le secteur du jeu vidéo avec un géant (Ubisoft) et des centaines de PME et startup.

Mais pour combien de temps encore ? La Commission européenne analyse la légitimité du crédit d'impôt sur les jeux vidéo (CIJV) établi en 2008.

Le Syndicat national du jeu vidéo a obtenu la mise en place d'un plan export par le gouvernement.

Le grand emprunt permettra peut-être de voir apparaître de nouveaux champions, notamment dans la sécurité informatique.

Copyright Infodsi.com - Reproduction interdite sans autorisation

Article publié sur le site [Infodsi.com](http://infodsi.com)



En savoir plus : www.alexa.com/siteinfo/Infodsi.com

Extraction : 16/04/2012 18:39:26
 Catégorie : Informatique & Internet
 Fichier : piwi-9-12-156703-20120416-315562955.pdf
 Audience :

<http://www.infodsi.com/articles/131290/10-defis-numeriques-attendent-futur-president.html>

La France pourrait en effet bénéficier dans quelques années d'un antivirus capable de concurrencer les poids lourds américains que sont Symantec et McAfee (projet Davfi - Démonstrateur antivirus français et international).

5) Réindustrialiser, y compris dans le numérique L'économie numérique représente 3,7 % de l'emploi en France et contribue à hauteur de 5,2 % au PIB.

Mais certains signes sont alarmants.

L'Hexagone est passé du quinzième rang mondial en 2009 au vingtième en 2010, en termes de dynamisme numérique, selon l'étude annuelle Digital Economy Rankings de l'hebdomadaire The Economist.

Notre pays connaît des retards dans les domaines des infrastructures réseaux - très haut débit (THD) notamment - et des politiques gouvernementales.

La mise en place d'une politique volontariste, organisée autour de quatre grands axes (soutien à l'innovation, fiscalité, cadre réglementaire et financement des entreprises) sera indispensable.

Dynamique et bien positionnée dans le domaine industriel (militaire, automobile, etc.), la filière électronique demeure presque absente de l'électronique grand public.

En cause : l'accès aux matériaux (terres rares, notamment), marché en dollars pour une zone de production en euros, etc.

6) Réformer l'administration L'État a accentué la dématérialisation des documents et des échanges avec l'administration.

Entrée en application en janvier 2011, la loi de modernisation de l'économie permet à l'État et aux collectivités territoriales de recevoir les factures de leurs fournisseurs sous forme dématérialisée.

La télédéclaration commence aussi à s'imposer aux entreprises.

À terme, toutes les données sociales et administratives seront dématérialisées.

Mais l'évolution est lente, les pesanteurs restent nombreuses.

L'État doit continuer à afficher une politique volontariste dans ce domaine.

7) développer le Très haut débit dans les territoires Fin juin 2011, la France comptait 21,5 millions d'abonnés à Internet fixe haut débit contre 17,7 millions à la fin 2008 (soit + 21 %).

Cette croissance permet à l'Hexagone de se situer à la quatrième place en Europe.

En matière de THD, le bilan est bien moins flatteur.

Selon une récente étude de l'Idate, 5,9 millions de foyers étaient raccordables à la fibre optique à la fin 2011.

Mais seuls 10 % sont abonnés à une offre ! « En Norvège, le taux de pénétration est de 60 % ! Ce faible résultat s'explique par le fait que notre réseau en cuivre est assez bon et que les abonnés s'en

Article publié sur le site Infodsi.com



En savoir plus : www.alexa.com/siteinfo/Infodsi.com

Extraction : 16/04/2012 18:39:26
 Catégorie : Informatique & Internet
 Fichier : piwi-9-12-156703-20120416-315562955.pdf
 Audience :

<http://www.infodsi.com/articles/131290/10-defis-numeriques-attendent-futur-president.html>

satisfont...

à tort », explique Roland Montagne, directeur de la branche Télécoms à l'Idate.

Deux défis devront être relevés.

Premièrement, les opérateurs devront valoriser le THD en présentant ses atouts.

Deuxièmement, il faudra déployer la fibre en dehors des grandes villes.

En période de crise, ce lourd investissement (21 milliards d'euros sur quinze ans, selon l'Arcep) n'est peut-être pas une priorité pour tous.

Mais « nous sommes l'un des pays où les collectivités locales sont les mieux éduquées pour les problématiques de l'accès au réseau.

C'est une force », estime l'expert de l'Idate.

Inquiètes du ralentissement des investissements des opérateurs dans la fibre, celles-ci ont suscité l'initiative sénatoriale d'une proposition de loi haut débit pour tous.

8) Réguler Internet sans l'atrophier Dès que l'on évoque la régulation du réseau, le mot Hadopi s'impose immédiatement.

Cet automatisme montre à quel point la question a été largement marquée par la création de cette instance.

Pourtant, « la réponse n'est pas réglementaire, elle passe par l'éducation des jeunes », selon Patrick Bertrand, le président de l'Afdel.

« Internet est aux machines ce que l'air est à l'homme.

Une fois cela compris, on peut penser en termes de "charte de qualité" pour (tenter) de définir ce qu'est ou n'est pas Internet et approcher la notion de régulation des usages : en ne confondant pas "le contenant" et les extrémités - les diffuseurs et les consommateurs », indique Jean-Michel Planche, président-cofondateur de Witbe.

9) Rester fiscalement attractif Pour de nombreux entrepreneurs, la France n'est pas aussi attractive que ses voisins.

C'est la raison pour laquelle de nombreuses entreprises high-tech ont préféré installer leur siège social européen sous des cieux plus cléments, au Luxembourg...

« Le problème n'est pas d'investir en France, mais les charges et les taxes sont trop élevées par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays », a rappelé Marc Simoncini, fondateur de Meetic et de Jaïna Capital, lors d'un débat animé par le site FrenchWeb, le 14 février dernier.

Une harmonisation européenne ou une réévaluation fiscale seront forcément sur le bureau du nouvel exécutif.

10) Améliorer l'efficacité des aides publiques Une enquête menée par Sogedev, un cabinet

Article publié sur le site Infodsi.com



En savoir plus : www.alexa.com/siteinfo/Infodsi.com

Extraction : 16/04/2012 18:39:26
Catégorie : Informatique & Internet
Fichier
 piwi-9-12-156703-20120416-315562955.pdf
Audience :

<http://www.infodsi.com/articles/131290/10-defis-numeriques-attendent-futur-president.html>

spécialisé dans l'accès aux aides publiques, a récemment montré que les PME investissant en R&D avaient durement ressenti la réduction de certains dispositifs, comme le crédit impôt recherche et le statut de la jeune entreprise innovante.

D'un autre coté, une entreprise numérique du département des Hauts-de-Seine peut prétendre à 552 aides différentes.

« Il faut simplifier l'accès à ces aides », estime Guy Mamou-Mani, président de Syntec Numérique.

Mais c'est avant tout de stabilité réglementaire dont ont cruellement besoin les entreprises innovantes, comme le souligne l'initiative du Manifeste TIC PME.

Petit point sur les infrastructures en France : Accès internet Proportion des ménages disposant d'une connexion Internet, en % Pays bas : 94 Suède : 90 Danemark : 86 Finlande : 78 France : 69 Moyenne Union européenne : 62 Source : Credoc Connexions Internet mobiles à large bande Pays européens où les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les entreprises, entre 2010 et 2011 Estonie : de 9 à 48 % Allemagne : de 22 à 57 % Grèce : de 6 à 38 % France : de 28 à 60 % Source : Eurostat Connexions fixes à large bande en janvier 2011 Pourcentage des entreprises en Europe Finlande : 96 France : 92 Royaume-Uni : 92 Danemark : 91 Allemagne : 88 Belgique : 86 Moyenne de l'Union européenne : 87 Source : Eurostat Fibre optique par THD Taux de pénétration de la fibre par pays Norvège : 60 % Suède : 39 % Russie : 37 % France : 10,6 % (629 000 foyers abonnés) fin 2011.

Source: Idate.